

Journal de terrain



Entrée de la ville minière de Fermont, Québec.

Introduction

Ce journal de terrain est une synthèse de notes prises au cours de l'école d'été sur les villes minières en transitions ayant eu lieu dans le nord du Québec entre le 27 Mai et le 4 Juin. Il y contient des propos tenus lors de rencontres formelles et informelles avec divers intervenants : universitaires, résidents autochtones et non autochtones, politiciens locaux, sociétés minières et mineurs, et personnes qui ne travaillent pas directement avec la mine. Ces rencontres ont eu lieu au Québec et au Labrador dans les villes minières de Schefferville, Fermont, Labrador City, Wabush et les communautés autochtones de Matimekush-Lac-John et Kawawachikamach.

Compte tenu du format de cet exercice, ce journal contient également des réflexions personnelles basées sur l'observation, l'intuition ou le ressenti. Une analyse plus aboutie et documentée a été réalisée dans un rapport analytique séparé.

Cette expérience immersive a été rendue possible grâce à la collaboration de deux réseaux de recherche. MinErAL est un réseau de recherche canadien sur l'extraction minière et les moyens de subsistance durables des peuples autochtones, financé par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH). REXSAC est un centre d'excellence nordique fennoscandinave financé par NordForsk qui se consacre à l'extraction des ressources et aux communautés arctiques durables.

27 Mai 2019 : Tshiuetin : le train pour Schefferville

Près de 15 heures à bord du train opéré par le Transport Ferroviaire Tshiuetin. La longueur du trajet qui occupe notre première journée en dit long sur l'isolement des communautés du nord du Québec. Dans la gare de Sept Îles des autochtones embarquent de grosses caisses en plastique contenant des courses et des provisions. Au cours de notre voyage, plusieurs Innus nous feront part du prix élevé de la nourriture à Schefferville et du choix limité du seul magasin de la ville : le *Northern* (filiale de la Compagnie de la Baie d'Hudson). Étant venu sur place plus tôt pour réserver un wagon pour notre groupe, je me retrouve à demander à des passagers autochtones de choisir un autre endroit où s'installer. L'exercice me gêne un peu et j'espère n'avoir blessé personne. Il fut une époque où une ségrégation sournoise et officieuse réglait le train : les autochtones devaient se contenter d'un seul wagon et laisser les autres aux Blancs. Nous partons. Les vastes paysages de rivières, de forêts et de lacs défilent sans fin devant nos yeux, ponctués de temps à autre de petits chalets utilisés pour la chasse et la pêche. Nous assistons à plusieurs présentations faites par les professeurs Thierry Rodon, Sophie Thériault et Arn Keeling sur des sujets aussi variés que la politique autochtone au Canada, le cadre juridique entourant l'usage de la terre et la remédiation des sites miniers abandonnés. Ce fut aussi l'occasion de mieux connaître les autres participants de l'école d'été. J'ai cependant passé une longue partie de mon trajet en compagnie de Tommy, un cheminot Innu qui était prompt à partager son histoire. Il faut noter que Tshiuetin est une corporation en activité depuis 2005 appartenant aux Innu de Uashat mak Mani-Utenam et Matimekush-Lac-John, et aux Naskapis de Kawawachikamach. La première ligne ferroviaire d'Amérique du Nord contrôlée par des autochtones. Tommy s'est exprimé sur l'ensemble des injustices que les autochtones avaient subi dans la région. Il n'avait pas été envoyé en pensionnat mais avait reçu l'éducation, souvent violente, des religieuses. Il a ensuite déploré les impacts négatifs des mines sur le territoire Innu, notamment concernant le déclin du caribou. La mine n'était pas sa seule cible cependant. Il évoqua aussi l'impact des barrages et de la catastrophe de la rivière Caniapiscou de 1984, et la présence des chasseurs sportifs venus du sud. Tommy avait autrefois fait de la politique au sein d'un conseil de bande et avait été journaliste dans sa jeunesse. Il a vertement critiqué le clientélisme et la corruption qui peut régner dans ces institutions, notamment concernant les Ententes sur les Répercussions et les Avantages (ERA). Ces commentaires confirment clairement le décalage qui peut exister entre les conseils de bande et leur population. Néanmoins, il a aussi partagé des sentiments plus positifs sur la beauté du territoire Innu et du plaisir qu'il avait à s'y rendre. Ce fut un échange très instructif. Nous arrivons enfin à Schefferville où nous constatons déjà sur le chemin faiblement éclairé de l'auberge la vétusté des infrastructures.



La centrale Menihék est une centrale hydroélectrique située sur les lacs du même nom et alimentée par la rivière Ashuanipi (Labrador). Construite entre 1951 et 1954, elle fournit de l'électricité à Schefferville (40 km plus loin), Matimekush Lac-John et Kawawachikamach. Elle souligne une caractéristique des mégaprojets extractifs : il ne s'agit pas seulement de la mine mais de toutes les infrastructures (ici la centrale et la ligne de train) construites pour son fonctionnement.

28 Mai 2019 : Rencontre avec les aînés de Matimekush-Lac-John, l'administrateur de Schefferville et Michel & Conrad

Matimekush-Lac-John est une communauté Innu d'un millier de membres, située près de Schefferville. Nous sommes reçus par les aînés qui ont vécu l'époque d'IOC et nous racontent les discriminations qu'ils ont subies en tant qu'employés de la mine ou des services adjacents. Relégués aux postes subalternes, devant se déplacer à pied à la mine lorsque les autres travailleurs bénéficiaient d'une navette, leurs histoires reflètent la longue marginalisation des autochtones au Canada. Le discours est très critique des mines, lesquelles sont accusées d'avoir durablement endommagé l'environnement et la biodiversité (caribou, poissons). Lors de la fermeture de la mine dans les années 1980, la mine ne souhaitait plus maintenir les infrastructures électriques et hydrauliques de Matimekush et demanda à ses habitants de converger vers Schefferville. La résistance des Innu à cette injonction montre bien leur attachement au territoire même quand celui-ci est le résultat de déplacements subis/forcés.

Plus tard, nous rencontrons l'administrateur de Schefferville, Ghislain Levesque, et un entrepreneur Innu, George Roy. Tout en reconnaissant les nombreux problèmes de la ville, ils défendent avec enthousiasme les aménagements urbains à venir ou le développement futur de l'entrepreneuriat. Quoique l'on puisse penser de la réalisabilité de leurs projets, il faut reconnaître que l'optimisme dont ils font preuve est nécessaire pour réfléchir au développement en dehors de la mine.

De retour à l'auberge nous faisons la connaissance de Michel La Haye, un biologiste qui agit comme consultant pour le conseil de bande de Matimekush-Lac-John, et Conrad André, un gardien du territoire Innu. Michel avait été appelé par les Innu dans le cadre d'une protestation contre la gestion environnementale de la mine pendant l'été 2018. Ils nous rapportent plusieurs violations des promesses qui avaient été faites par Tata concernant la gestion responsable de l'eau et des déchets et nous montrent des photos de ruisseaux rouges dans lesquels s'abreuve un ours. Ces photographies provoqueraient d'ailleurs un scandale dans les journaux québécois le lendemain, suscitant même la réaction du Premier Ministre du Québec, François Legault. De manière plus générale, ils nous parlèrent d'autres impacts de la mine comme la poussière, le bruit des hélicoptères, la pollution des sols. Ils décrivent aussi la volonté de la mine de diviser les communautés en faisant du chantage à l'emploi. Le manque de ressources humaines semble miner la capacité de la population locale à entrer en contact et à travailler avec des alliés extérieurs potentiels. Un handicap d'autant plus problématique que le gouvernement semble peu présent et solidaire avec les communautés pour contraindre Tata à respecter ses engagements. Par comparaison, lorsque IOC opérait la ville était plus propre et les retombées économiques étaient plus visibles. Ils dénoncent également le modèle du fly-in/fly-out et ses conséquences sur la conscientisation des travailleurs sur les effets de la mine sur les communautés alentours.



Depuis la communauté de Matimekush Lac John, nous pouvons apercevoir la terre rouge caractéristique des sols riches en fer. Cette couleur est naturelle, mais il y a fort à parier que sans les exploitations minières, la forêt la recouvrant l'aurait dissimulé. L'altération du paysage est une conséquence souvent controversée des projets miniers. Ces altérations ont des impacts évidents sur l'environnement mais aussi sur les émotions et la mémoire des habitants.

29 Mai 2019 : Visite des trous de mine et de Kawawachikamach

Le lendemain, les aînés Innu nous amènent voir les trous de mine situés sur la route de terre menant au site de Tata Steel. Les trous datent d'IOC pour la plupart. Ces énormes fosses de terre rouge, devenues de véritables lacs artificiels avec la fonte des neiges, deviennent de plus en plus nombreuses à mesure que nous nous rapprochons de la mine. Il y a quelque chose d'ironique à trouver une qualité esthétique à un paysage détruit. Car c'est bel et bien des paysages sacrifiés que nous voyons. La remédiation, si elle a lieu, prendra un temps et des moyens considérables. Les trous ne sont pas remplis, ce qui explique en partie les fuites d'eau contaminée dans les cours d'eaux alentours. Aucune barrière ne sépare la route des trous. Les aînés indiquent que c'est à la demande des Innu que des panneaux signalant le danger ont été installés çà et là. Une maigre victoire.

Nous nous rendons ensuite à Kawawachikamach, une communauté naskapie située à quelques kilomètres de la mine. Les Naskapis ont signé en 1978 la Convention du Nord-Est Québécois (CNEQ), un traité similaire à la Convention de la Baie James signée par les Cris et les Inuit. Les maisons paraissent en meilleur état qu'à Matimekush-Lac-John et l'école a fière allure. C'est à l'intérieur de celle-ci que nous rencontrons des membres du conseil de bande. Les changements démographiques posent aussi des défis à la communauté : les aînés meurent avec leurs savoirs, les jeunes sont de plus en plus nombreux ce qui pose la question du logement et de l'emploi local. Le conseil évoque également le rattachement de Kawawachikamach à la fibre optique qui leur permettrait d'assister à des réunions administratives à distance et d'accéder à l'éducation en ligne. Un meilleur accès aux technologies et au numérique semble être un axe intéressant pour améliorer l'échange de bonnes pratiques entre communautés : l'un des membres du conseil ne cache pas sa volonté de plus travailler avec les Cris de la Baie James à ce sujet. Lorsqu'on leur demande si la mine a une place dans l'avenir de la communauté, les réponses sont entre oui et non. Ils n'ont jamais voulu ou demandé une mine, mais elle fait maintenant partie de leur vie et ils doivent faire de leur mieux pour en profiter ou limiter ses impacts négatifs. Cependant, les Naskapis semblent être convaincus que la mine ne fera pas le développement de Kawawachikamach. L'endroit même où la réunion a lieu, l'école, symbolise les réels espoirs pour la communauté : l'éducation et l'emploi des jeunes.



Photographie du plus gros trou de mine à proximité de Schefferville. La glace au fond du trou est peu en contact avec la poussière ferreuse mais nous avons constaté que la neige était rouge à d'autres endroits. Ces trous sont l'héritage de IOC et représentent un enjeu important pour la remédiation environnementale post-exploitation.

30 Mai 2019 : Visite de Tata Steel Canada et rencontre avec Réal MacKenzie



Nous avons été accueillis au site de la mine de Tata Steel par Armand MacKenzie, un Innu juriste de formation ayant participé à la rédaction de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP). Il travaille à présent en tant que porte-parole de la minière. Installés dans la cafétéria, nous assistons à une présentation des activités du groupe par Armand et le responsable de la RSE, Robert Garland. Le discours se veut rassurant quant aux intentions et objectifs de l'entreprise

concernant l'environnement, le bien-être et la sécurité des employés et les partenariats avec les autochtones. M. Garland est enthousiaste, bien que son discours soit assez conforme à ce que l'on attendrait d'un responsable RSE. Armand nous explique que le groupe espère extraire pour 15 à 20 années. Nous le questionnons sur les relations entre la minière et les autochtones (lesquels composent par ailleurs 20% des ouvriers du site). De son point de vue, les communautés ne comprennent pas toujours la complexité des opérations minières, les contraintes financières et logistiques des compagnies. Il met en avant l'existence d'aménagements pour leurs activités traditionnelles, de programmes linguistiques pour leur permettre de maîtriser l'anglais (la langue de travail sur le site), les aménagements pour la garde d'enfants, etc. Les autochtones refuseraient de se plier aux exigences professionnelles de la compagnie qui aurait du mal à les retenir. Il en profite également pour réfuter les accusations concernant la mauvaise réputation managériale de Tata Steel et de gestion des déchets miniers. Les débordements et les fuites d'eau contaminée seraient principalement l'héritage d'IOC, qui aurait profité de la complaisance des gouvernements québécois et labradoriens. Cette remarque m'interpelle. IOC étant un partenaire de Tata Steel, il me semble que la complaisance pourrait être aussi de leur côté. De même, je suis perplexe lorsqu'Armand déclare que lorsque la mine fermera, les infrastructures construites par l'entreprise, telles que la route menant à la mine, bénéficieront aux communautés. Enfin nous apprenons que le plan de remédiation est élaboré de manière progressive avec les différentes parties prenantes, mais cela semble manquer de clarté. En ressortant de la mine je suis dubitatif sur la concordance entre les paroles et les actes de la part de Tata Steel.

De retour à l'auberge, nous rencontrons Réal McKenzie (aucun lien de parenté avec le précédent) : ancien chef de Matimekush-Lac-John, actuellement en campagne électorale. Il évoque la fermeture de la mine et la manière dont IOC a traité sa communauté, détruisant les bâtiments de la ville au lieu de leur en proposer l'achat pour un prix symbolique. Cette crise sociale tragique est encore vivace dans la mémoire des Innu, lesquels se sont mobilisés pour sauver ce qui n'avait été encore rasé par les bulldozers. D'autant plus qu'elle fait d'ailleurs écho à la crise des logements qui touche la plupart des communautés autochtones au Canada. Réal garde un souvenir amer de Brian Mulroney, l'ancien président de IOC devenu Premier Ministre du Canada à l'époque, qui n'a pas soutenu les communautés. De manière générale, il se montre méfiant du gouvernement et des minières. Il ne souhaite pas que les Innu fassent « l'erreur » de signer des traités éteignant leurs droits ancestraux contre rétribution financière comme l'ont fait les Cris (1975) et les Naskapis (1978), bien qu'il comprenne que l'appât monétaire soit difficile à repousser au vu de la situation précaire des communautés. Pour lui, les Innu ont sauvé Schefferville : ils ne sont pas partis et n'ont pas renoncé à leurs droits malgré la pauvreté. Cependant lorsque Tata Steel a souhaité s'installer, la jeune génération y était



favorable contrairement aux anciens qui avaient vécu l'expérience de IOC. Le référendum organisé par Réal à l'époque a donné raison à la jeunesse et s'est conclu par la signature d'une ERA en 2011. Malgré son opposition personnelle, Réal est fier d'avoir organisé une consultation transparente de sa communauté (contrairement à d'autres communautés qui ont signé des ERA en privé, voir en dehors des frontières de leurs communautés). Il nous convie ensuite à visiter l'école Innu

située en centre-ville. Cette visite nous permet de constater les défis que la communauté rencontre pour attirer du personnel et transmettre aux jeunes la culture Innu en les tenant éloignés des ravages de l'alcool et la dépression. On sent dans les descriptions de Réal et du directeur de l'école une grande fierté vis-à-vis du travail réalisé dans cet établissement et du cadre de vie qu'il offre.

Ci-dessus le directeur de l'école Innu de Matimekush-Lac-John nous présente une des nombreuses œuvres exposées dans les couloirs de l'établissement. Celle-ci est un hommage aux femmes autochtones disparues et assassinées. L'établissement est aussi un lieu de sensibilisation à l'histoire et aux enjeux présents concernant les peuples autochtones.

31 Mai 2019 : Arrivée à Fermont



Nous quittons Schefferville par le train Tshiuétin pour nous rendre à Fermont. Les wagons sont remplis d'enfants Innu et Naskapis se rendant à Sept-Îles pour assister à une foire pendant la fin de semaine. Ce détail à priori anodin donne l'occasion de réfléchir sur l'accès au divertissement dans des zones rurales reculées (dans leur cas presque 15h le simple aller), ce qui ne se pose presque jamais lorsque l'on vit dans une grande ville au sud. Une fois arrivés à Fermont nous sommes accueillis par notre guide, Alexandre,

un jeune homme qui a grandi sur place. Il étudie à Québec mais remonte l'été pour travailler à la mine. Un schéma courant selon lui. Fermont est connue pour son architecture urbaine : un mur-écran de 1.3 km qui abrite la majorité des habitations et services de la ville des vents. Contrairement à Schefferville, Fermont est devenu une municipalité qui élit son maire depuis 1982. Arcelor Mittal possède néanmoins plus de 75% du parc immobilier qu'il loue selon des conditions précises. On ne peut habiter à Fermont si l'on ne travaille pas à la mine ou pour les services adjacents. Si certains mineurs nouvellement retraités ont obtenu de la mine une dérogation, ils sont peu nombreux à rester. La centralité de la compagnie minière fait de Fermont une ville au fonctionnement particulier, où le personnel municipal s'apparenterait presque à un syndicat.

1^{er} Juin 2019 :

Nous rencontrons Lise Pelletier, une figure de la politique locale qui a exercé plusieurs mandats de mairesse entre 2003 et 2012 et donc lors du boom minier. En effet, un des grands enjeux pour la municipalité durant le boom a été la venue massive d'ouvriers nécessaires à l'expansion de la ville. La population a doublé de taille, provoquant un sentiment d'intrusion chez les locaux. Néanmoins tout le monde désirait que le projet minier se fasse, ce qui a permis aux travaux de finir malgré les tensions et les difficultés de communication entre les compagnies, la municipalité et les autorités provinciales. Le fly-in fly-out a également bouleversé Fermont, et affaibli selon elle le tissu social de la ville. Fermont et Labrador City (qui se ressemblent beaucoup concernant les infrastructures disponibles et la force de l'identité locale) ont d'ailleurs directement abordé la question du fly-in fly-out avec les compagnies minières pour en limiter l'utilisation. Nous voyons vite l'importance des autorités publiques, des syndicats et d'autres corps intermédiaires pour maintenir la vitalité d'une ville face aux évolutions parfois contradictoires des compagnies. L'ancienne mairesse ne tarit pas d'éloges sur les services et les activités disponibles à Fermont qui contribuent grandement à l'attractivité et à la qualité de vie de la ville. Il reste compliqué d'attirer sur le long terme des familles mais aussi des employés au sein des services mentionnés. L'isolation ou les salaires peu élevés des travailleurs sociaux et les éducateurs sont autant de freins pour la ville. Mme. Pelletier en profite pour noter l'importance de la coopération entre les villes de cette région isolée pour permettre aux citoyens d'accéder à des services, notamment de santé. Concernant la question de l'après-mine, il ne semble pas y avoir de plan de la compagnie ou de la municipalité. Mais selon Mme Pelletier, la ville survivra à la fermeture et saura développer des alternatives tels que le tourisme auquel elle croit beaucoup.



Le site minier du Mont-Wright, opéré par Arcelor Mittal est notre prochaine destination. C'est une des plus vastes mines à ciel ouvert du Canada. Le nom est trompeur cependant, il ne reste plus grand-chose de la montagne puisque celle-ci a été entièrement arasée puis excavée. Sans porter aucun jugement moral, c'est un type d'altération du territoire qu'aucun programme de remédiation environnementale ne pourra effacer. Nous visitons les différentes parties de la chaîne de production, y compris les garages

abritant les imposants véhicules servant à l'exploitation et qui représentent un investissement d'envergure pour les compagnies (près de 75.000 dollars pour un seul pneu). Les mines de cette taille fonctionnent 24h/24 pour être le plus rentable possible. Plus de 1000 employés travaillent sur les deux sites et produisent 26 millions de tonnes de concentré de minerai de fer par année.

Ci-dessus : la principale fosse de la mine du Mont Wright. Le site s'étend sur 24 km². Sur ce genre de projet toutes les échelles sont considérables.

2 Juin 2019 :

Nous rencontrons les employés de Minerai de Fer Québec (MFQ), une filiale de Champion Iron qui opère au Lac Bloom. Les chiffres de la compagnie sont très positifs et cela se ressent dans l'enthousiasme dans le discours de nos interlocuteurs. Le projet semble être mené par une équipe jeune, audacieuse et particulièrement attentive à leur image publique. Il faut dire que la concurrence entre les minières pour de

l'expertise et de la main d'œuvre qualifiée est considérable. MFQ est la première compagnie que nous avons rencontrée à mentionner en détail la question du traitement de l'eau, par ailleurs leur principal objectif environnemental. Ils présentent aussi leurs stratégies et pratiques concernant la poussière des mines et la gestion des déchets (ils sont d'ailleurs les seuls dans la zone à avoir mis en place un système de recyclage quand bien même celui-ci est coûteux). Le discours de MFQ semble vouloir insérer la mine dans une dynamique durable, aussi bien écologiquement que socialement. Il faut dire que la position du site, en pleine zone lacustre, rendrait toute négligence de leur part visible aux Fermontois. Or, MFQ souhaite cultiver une bonne image auprès de Fermont. La compagnie est consciente des inquiétudes que suscite le fly-in fly-out : les travailleurs ne paient pas d'impôts à la ville de Fermont, ne sont pas tenus de dépenser leur argent dans en ville et ne sont ici que de passage. MFQ organise donc un certain nombre d'événements sportifs et culturels pour intégrer leurs travailleurs à la vie sociale de la ville. Nous ne pouvons évidemment pas vérifier tout ce qui nous a été dit dans un laps de temps si court. Mais une chose est certaine : la culture d'entreprise, la créativité et l'innovation en termes de relations humaines et de management sont autant d'éléments qui peuvent impacter positivement les communautés minières ou réduire les tensions avec la mine.



Nous visitons ensuite Labrador City aux côtés de Peter Reccord, un retraité qui y a vécu de nombreuses années. Nous retraçons avec lui l'histoire de la ville et son multiculturalisme dû aux vagues de migrations de travailleurs. Bien que la ville ait été construite par IOC, elle n'appartient pas à l'entreprise comme dans le cas de Fermont. On peut donc accéder à la propriété « normalement ». Cependant, les activités minières ont toujours une influence majeure sur le prix du foncier et l'évolution de la population. Les cycles miniers imposent donc

aux conseils municipaux de s'adapter en permanence face à ces bouleversements. De fait, l'usage des bâtiments a souvent évolué en fonctions des besoins générés par les fluctuations des cycles miniers, ce qui a permis à la ville de réduire un peu les effets et coûts de ces rythmes instables. Peter insiste sur la solidarité et la résilience dont ont fait preuve les habitants à travers les moments les plus difficiles. Selon ses mots il y a le trésor souterrain et le trésor au-dessus qui est la communauté.

Ci-dessus : vue de Labrador City depuis Wabush, ville jumelle de plus petite taille fondée en 1962. Les devises de Labrador City (« Le pays des travailleurs laborieux ») et de Wabush (« De la terre nous prospérons ») indiquent explicitement la raisons d'être de leur construction. En 1976, les deux villes comptaient presque 16.000 habitants. Elles en comptent aujourd'hui un peu plus de 9.000.

3 Juin 2019 :

Nous rencontrons le maire de Fermont et le responsable du logement de Arcelor dans la mairie. Le maire réévoque le boom minier, l'afflux massif de travailleurs qui a suivi et les enjeux pratiques en termes d'accès et de partage des infrastructures hydrauliques. Aujourd'hui les travailleurs en fly-in fly-out représentent 30% des habitants et habitent pour beaucoup dans des maisons construites en dehors du mur mais dans le centre-ville. Ainsi contrairement à ceux de Schefferville, les travailleurs ont accès aux infrastructures et aux services de la ville. Mais dans les faits les longues journées de travail de 12 heures limitent cela. Le fly-in fly-out s'étend d'ailleurs à des employés de garage ou d'autres boutiques. Ce détail montre que malgré son bon état,



l'isolation demeure un défi que ce soit pour venir ou rester dans des communautés minières. Par ailleurs 95% des travailleurs savent qu'ils sont ici pour une période limitée. Malgré tout, on observe un climat de coopération entre la municipalité et la compagnie Arcelor ce qui ne semblait pas être le cas à Schefferville. Arcelor et Fermont sont conscients de leur interdépendance. Ainsi le maintien de conditions de vie agréables pour attirer des travailleurs est un enjeu pour les deux acteurs. Lorsqu'on lui demande s'il pense que la ville peut survivre à la mine, le maire nous répond laconiquement : « est-ce qu'on peut survivre? Probablement (...) mais pas vivre. Regardez ce qui est arrivé à Schefferville ». Un discours très différent de celui de l'ancienne mairesse Lise Pelletier et qui montre que la fermeture de Schefferville, mais aussi de Gagnon, a marqué durablement la mémoire collective de la région.

Ci-dessus le maire de Fermont, Martin St-Laurent, et le responsable du logement de Arcelor Mittal.

Nous partons pour Labrador City voir nos derniers interlocuteurs que nous rencontrons dans leurs locaux en centre-ville: la compagnie minière Iron Ore Canada (IOC), liée aux groupes Rio Tinto Iron Ore mais aussi Mitsubishi. On nous présente une vidéo promotionnelle qui met fièrement en scène de grandes explosions de rochers sur un fond musical épique. Elle rappelle la persistance d'un certain imaginaire où le nord est essentiellement une terre d'enrichissement et d'opportunités pour le sud. C'est d'ailleurs probablement à destination d'investisseurs du sud que ce genre de vidéo est réalisée. Nous visitons ensuite une salle dans la pénombre où de nombreux écrans d'ordinateurs affichent une montagne d'informations. Les nouvelles technologies numériques sont omniprésentes dans l'industrie minière afin de surveiller l'ensemble des sites, les moindres actions des véhicules, la pression de leurs pneus, les tonnes de minerai qu'ils ramassent, et surtout les cours boursiers à Londres à plusieurs milliers de kilomètres d'ici. Cette logistique a pour but de rentabiliser au maximum l'exploitation et d'être parfaitement réceptif aux fluctuations financières. C'est une visite qui conclut bien cette école d'été pour les questions qu'elle suscite : comment les communautés locales, aussi diverses soient-elles, peuvent tirer avantage d'un mode de développement intrinsèquement tourné vers l'extérieur de la région et non-soutenable du point de vue environnemental? Quelles alternatives sont-ils en mesure d'imaginer et surtout de réaliser? Peut-on penser un développement du nord pour le nord par le nord?

C'est à ces questions que nous tentons de répondre dans le rapport ci-joint.